

# Marie MASCLET de BARBARIN

Directrice du Centre d'études fiscales et financières (CEFF) UR 891  
Co-directrice du Master 2 Finances publiques et fiscalité  
Directrice adjointe de l'Institut Justice et Société

## TITRES ET DIPLOMES UNIVERSITAIRES

---

- Sept. 2021 **Nomination en qualité de professeure des universités** à l'Université d'Aix-Marseille
- Sept. 2011 **Habilitation à diriger les recherches** en sciences juridiques, obtenue à l'Université d'Aix-Marseille III, Faculté de droit et de science politique.
- Juin 2005 **Recrutement en qualité de Maître de conférences** à l'Université d'Aix-Marseille III, Faculté de droit et de science politique, Section 02.
- Déc. 2003 **Qualifiée aux fonctions de Maître de conférences** en droit privé (section 01) et en droit public (section 02).
- Déc. 2003 **Doctorat en Droit** sur le sujet *Le contentieux du recouvrement de l'impôt*, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.
- Sept. 2002 **Attaché temporaire d'enseignement et de recherche** à la Faculté de droit et de Science politique d'Aix-Marseille III.
- Sept. 1995 **D.E.A. de Droit des affaires** obtenu à la Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-Marseille III, mention Bien.
- Juin 1994 **Maîtrise de Droit des affaires** obtenue à la Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université d'Aix-Marseille III, mention Assez Bien.

## FONCTIONS EXERCEES AU SEIN DE LA FACULTE DE DROIT

---

- Directrice du Centre d'études fiscales et financières** depuis janv. 2024.
- Directrice adjointe de l'Institut « Justicité »** depuis mars 2026.
- Chargée de mission du projet d'Institut Justice et Société** depuis janv. 2024.
- Directrice adjointe du Centre d'études fiscales et financières** depuis mai 2023.
- Directrice du Master 2 Finances publiques et fiscalité** depuis sept. 2021.
- Directrice des études du Magistère de Droit des Affaires** depuis 2021.
- Membre élu du Conseil de la Faculté de Droit et de Science Politique** de 2012 à 2016.
- Assesseur du doyen** de 2009 à 2016.

## FONCTIONS EXERCEES AU SEIN D'AIX-MARSEILLE UNIVERSITE

---

- Vice-présidente du Conseil d'Administration d'Aix-Marseille Université** de 2016 à 2020.

**Secrétaire générale puis Vice-présidente de la Fondation Universitaire d'AMU** de 2012 à 2016.

**Chargée de mission SCD de l'Université d'Aix-Marseille** de 2012 à 2020, en charge de la politique documentaire, des presses universitaires et de la science ouverte.

**Membre de la Commission recherche de l'Université d'Aix-Marseille** de 2012 à 2016.

**Membre du Conseil d'administration de l'École nationale supérieure d'architecture de Marseille** de 2017 à 2020.

**Responsable du Work-package 2 « Governance and deployment »** dans le cadre du projet Erasmus + d'université européenne Civis de 2018 à 2020.

**Membre du board de l'Institut WUT-AMU à Wuhan** depuis 2019.

**Membre du Conseil d'administration de l'Université d'Aix-Marseille** depuis 2020.

**Membre de la commission électorale consultative de l'Université d'Aix-Marseille** depuis 2020.

## **DIRECTIONS DE THESE**

---

- **Manon CHEMAN, La fiscalité des cryptoactifs : instrument de régulation entre souveraineté monétaire, neutralité économique et acceptabilité sociale**, doctorante CEFF, depuis janv. 2026.

- **Paul MISPELON, L'élément intentionnel de la fraude fiscale**, doctorant CEFF, thèse soutenue le 5 décembre 2024.

- **Louis APRAHAMIAN, Souveraineté étatique et normalisation des normes comptables et fiscale**, doctorant CEFF, depuis le sept. 2024.

- **Clément LEZIER, La gratuité. Recherche en droit patrimonial de la famille**, doctorant contractuel CEFF/LDPSC, thèse en co-direction avec le Pr Vincent Egéa depuis sept. 2023.

- **Nabil BASTAL, La suspension des poursuites en recouvrement**, doctorant CEFF depuis sept. 2022.

- **Anaïs BILLARD, L'activité économique en droit fiscal**, doctorante contractuelle CEFF depuis sept. 2022.

## **PARTICIPATION A DES SOUTENANCES DE THESE**

---

**L'intégration des normes SAFE dans le système douanier de la CEMAC**, par Alexis OYOMBI, sous la direction de Jean-Luc Albert, Aix-Marseille Université, soutenue le 4 février 2026 (présidente du jury).

**Contribution à une théorie générale de la voie la moins imposée**, par Anouck LAÛT, Université de Nice Côte d'Azur, sous la direction de Philippe Lupi, soutenue le 14 décembre 2024 (présidente du jury).

**L'élément intentionnel de la fraude fiscale**, par Paul MISPELON, sous la direction de Marie Masclét de Barbarin, Aix-Marseille Université, soutenue le 5 décembre 2024 (directrice de thèse).

**Le contrôle des prix de transfert dans les états de l'UEOMA à l'aune du principe de pleine concurrence**, par Finagnon DJEGBEWESSON, Université Lyon III Jean Moulin, soutenue le 29 novembre 2024 (présidente du jury).

**Les pays de l'UEMOA à l'épreuve de la nouvelle gouvernance fiscale internationale**, par Joëlle TRAORE, sous la direction de Amavi Kouevi, Panthéon Sorbonne Université, soutenue le 8 novembre 2024 (examinatrice).

**La politique pénale de l'administration fiscale**, par Liora COHEN, sous la direction de Pascale Bertoni, Université Paris Saclay, soutenue le 6 novembre 2024 (présidente du jury).

**L'évaluation des droits sociaux non cotés en bourse en droit fiscal français**, par Océane SUBE, Aix-Marseille Université, soutenue le 27 septembre 2024 (présidente du jury).

**La mise en place d'une nouvelle taxe foncière en Chine**, par Kaihong WEI, sous la direction de Jin Banggui, Aix-Marseille Université, soutenue le 9 juillet 2024 (présidente du jury).

**Le système fiscal international : une conception conceptuelle et pragmatique**, par Jean GIARD, sous la direction du professeur Thierry Lambert, soutenue le 14 septembre 2022 (présidente du jury).

**Fraude et transparence : la nouvelle dialectique fiscale**, par Ornella BALLESTRACCI, sous la direction du professeur Olivier Négrin, soutenue le 29 avril 2022 (présidente du jury).

**La réforme des administrations douanières : le cas du Tchad**, par Jairus DJARGOLLO, sous la direction de Philippe Luppi et Georges Cavalier, soutenue le 8 avril 2022 (rapporteur).

**L'harmonisation fiscale gage de croissance du potentiel énergétique de la zone CEMAC**, par Synthia Ndjogobissa Lessebi, soutenue le 16 décembre 2021, sous la direction du professeur Thierry Lambert (présidente du jury).

**La prévention et le règlement non juridictionnel des litiges fiscaux**, par Imed Kessentini, sous la direction de Guy Gest, Université Paris 2, soutenue le 14 janvier 2018 (rapporteur).

**La fondation philanthropique et le droit** par Ève Pol sous la direction de Hervé Isar, Aix-Marseille Université, soutenue le 10 décembre 2016 (rapporteur).

**Problématique de l'application de la TVA dans la zone OHADA** par Vianney Onanga Opissina, sous la direction de Thierry Lambert, Aix-Marseille Université, le 13 déc. 2013.

**Le temps et le recouvrement de l'impôt** par Dieunedort Wouako, sous la direction de Guy Gest, Université Paris 2, soutenue le 07 décembre 2012 (rapporteur).

## **PARTICIPATION A DES ASSOCIATIONS SCIENTIFIQUES ET A DES REFLEXIONS NATIONALES**

**Membre du jury de spécialité de l'école des avocats du barreau de Lyon** le 14 novembre 2024 et le 26 mars 2026.

**Membre du jury du prix de thèse 2024 de la Société Française de Finances publiques.**

**Membre du groupe de travail « Attractivité des emplois et des carrières scientifiques »** mis en place en février 2019 par le Premier ministre Édouard Philippe dans le cadre de la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche.

**Membre des groupes de travail Ressources humaines et Science ouverte** de la CURIF de 2016 à 2020.

**Membre de l'Institut International des Sciences Fiscales** depuis 2020.

**Membre de la Société Française de Finances Publiques** depuis 1997.

**Membre de l'Institut International de Science Administrative** depuis 2012, en charge d'un projet de recherche sur la fiscalité en tant qu'instrument de politique publique.

**Membre du pôle de recherche Interdisciplinaire et Intersectoriel** Environnement d'Aix-Marseille Université, en charge des questions liées à la fiscalité.

**Participation aux projets de recherche du GREDIAUC** d'AMU.

**Responsable de la rubrique fiscale de la revue L'essentiel du droit de l'immobilier**, Lextenso éditions.

## **RESPONSABILITES EDITORIALES**

**Directrice de la Collection du Centre d'études fiscales et financières** aux éditions Bruylant

**Directrice de l'ouvrage « le parlement et l'impôt »,** aux éditions Bruylant

**Directrice des Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Luc Albert,** aux côtés de mes collègues Manuel Chastagnaret, Lukasz Stankiewicz et Céline Viessant.

## **DISTINCTIONS**

Chevalier dans l'ordre national des Palmes académiques

Lauréat du prix de thèse Gaston Gèze

## LISTE DES PRINCIPAUX TRAVAUX, OUVRAGES, ARTICLES OU REALISATIONS

### I - PUBLICATIONS

#### DANS LE DOMAINE DES PROCEDURES FISCALES

---

##### Ouvrages :

- **Le contentieux du recouvrement de l'impôt**, éditions LGDJ, Bibliothèque de droit public, tome 243, 2005, 584 p.
- **Voyage en droit public financier, Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Luc Albert**, éditions Bruylant, 2025, 767 p. (dir.)

##### Chapitres d'ouvrage :

- **« Le caractère nécessairement prescriptible du pouvoir d'imposition de l'administration fiscale »**, in Mélanges en l'honneur de Christian Louit, éd. Bruylant, coll. Mélanges, décembre 2015, p. 399 à 418.
- **« Contentieux du recouvrement : comment sortir enfin du labyrinthe ? »**, in Le contentieux fiscal en débats, LGDJ, collection Grands colloques, août 2014, p. 257 à 279.

##### Articles :

- **« Étendue du droit à l'information des associés d'une société de personnes »**, Commentaire sur CE, 18 fév. 2025, n° 492413 : Revue de droit fiscal 2025, n° 17, comm. 203.
- **« Régularité d'un avis de mise en recouvrement ne mentionnant pas la qualité de son auteur »**, Commentaire sur CE, 2 juill. 2025, n° 502065 : Revue de droit fiscal 2025, n° 43, comm. 318.
- **« Obligation de communication des documents obtenus de tiers : la Cour de cassation persiste et signe »**, Commentaire sur Cass. com. 18 sept. 2024, n° 22-13.026 : Revue de droit fiscal 2025, n° 5, comm. 27.
- **« Notification au contribuable d'une copie conforme de l'ampliation de l'avis de mise en recouvrement »**, Commentaire sur CE, 8<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ch. réunies, 5 avr. 2024, n° 474968, SARL Atlas Négoce, Lebon T., concl. K. Ciavaldini : Doctrine.fr

- **« Action paulienne de l'administration fiscale : l'insolvabilité du contribuable doit être avérée »**, Commentaire sur Cass. civ., 27 mars 2024, n° 21-17.257 : JCP (E) 2024, n° 25, comm. 1195 ; Revue fiscale du patrimoine 2024, n° 6, com. 1195.
- **« Absence d'obligation de transmission au contribuable de l'ensemble des éléments des fichiers immobiliers consultés par l'administration fiscale »**, Commentaire sur CE 9° et 10° ch.-r., 21 juillet 2017, n° 395457, mentionné aux tables du recueil Lebon, Lexbase Hebdo, Edition fiscale, septembre 2017, n° 712.
- **« Transmission au contribuable des données des fichiers immobiliers utilisées par l'administration fiscale : une nouvelle bataille de perdue »**, Revue de droit fiscal (Dr. fisc.) 2017, n° 41, nov. 2017, comm. 505.
- **« L'indemnisation du contribuable dans le cadre du contentieux fiscal de la responsabilité »**, Commentaire sur CE 3° et 8° s-s-r., 9 décembre 2015, n° 387630, mentionné aux tables du recueil Lebon, Lexbase Hebdo, Edition Fiscale, fév. 2016, n° 642.
- **« De l'égalité des armes à l'équilibre des droits des parties en matière fiscale »**, *Revue de la Recherche Juridique* 2005 - 3, p. 1449 à 1461.

#### **Fascicules d'encyclopédies juridiques :**

**JurisClasseur Procédures fiscales, Fasc. 317, « Droit de communication »**, Etendue du droit de communication, nov. 2022.

**JurisClasseur Procédures fiscales, Fasc. 318, « Droit de communication »**, Exercice du droit de communication, nov. 2022.

**JurisClasseur Procédures fiscales, Fasc. 160, Règles générales. – « Accès aux données statistiques fiscales »**, octobre 2020.

#### **DANS LE DOMAINE DE LA FISCALITE PERSONNELLE ET PATRIMONIALE**

---

#### **Articles :**

- **« Double apport de la Cour de cassation : délai de réclamation en cas de découverte d'une fraude et déductibilité d'une dette en matière d'ISF »**, commentaire sur Cass. com., 28 mai 2025, n° 23-18.760 : Revue de droit fiscal, 2025, n° 37, comm. 282.
- **« L'utopie de l'impôt unique sur le capital »**, Revue européenne et internationale de droit fiscal, n° 3/2024, déc. 2024, p. 275 à 308.

- **« Formes et réformes de l'impôt sur la fortune en France »**, Revue européenne et internationale de droit fiscal, n° 3/2023, déc. 2023, p. 372 à 382.
- **« Notification au contribuable d'une copie conforme de l'ampliation de l'avis de mise en recouvrement »**, Commentaire sur CE, 8<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ch. réunies, 5 avr. 2024, n° 474968, SARL Atlas Négoce, Lebon T., concl. K. Ciavaldini : Doctrine.fr
- **« Action paulienne de l'administration fiscale : l'insolvabilité du contribuable doit être avérée »**, Commentaire sur Cass. civ., 27 mars 2024, n° 21-17.257 : JCP (E) 2024, n° 25, comm. 1195 ; Revue fiscale du patrimoine 2024, n° 6, com. 1195.
- **« L'imposition des résultats et plus-values des marchands de biens »**, Ingénierie Patrimoniale n° 3-2024, p. 34 à 42.
- **« Fiscalité immobilière : mutations, enjeux et perspectives »**, Revue Ingénierie Patrimoniale n° 2/2023, p. 9.
- **« L'évaluation de l'immeuble en matière fiscale »**, Revue Ingénierie Patrimoniale, n° 2/2023, p. 89 à 104.
- **« Que reste-t-il du secret bancaire »**, Revue Droit et patrimoine n° 220, déc. 2022.
- **« La mobilisation redoutée de l'épargne privée »**, Revue Gestion et Finances Publiques, à paraître, 2021, n° 3.
- **« L'ouverture au public des bases de données foncières de l'administration fiscale »**, Revue Ingénierie Patrimoniale, n° 2, juillet 2019.
- **« Transmission au contribuable des données des fichiers immobiliers utilisées par l'administration fiscale »**, Revue fiscale du patrimoine n° 11, nov. 2017, comm. 14.
- **« Levée d'option d'achat d'un immeuble pris en crédit-bail et plus-value imposable : comment changer d'activité sans même s'en apercevoir... »**, Dr. fisc. 2015, n° 41, comm. 623.

- « **L'extension du dispositif Scellier aux communes classées en zone C** », *La semaine juridique Administrations et collectivités territoriales* 8 nov. 2010, n° 45-46, p. 3 et s.

#### Notes de jurisprudence :

- « **Absence d'exonération des dons familiaux pour les constructions individuelles hors VEFA** », commentaire sur Rép. min. n° 5903 : JOAN, 3 févr. 2026, p. 757, T. Joncour, LEDIU n° 3, mars 2026.
- « **Confirmation du régime fiscal applicable à l'activité d'exploitation de chambres d'hôtes et de gîtes ruraux classés** », commentaire sur CE, n° 505228, 16 sept. 2025, LEDIU n° 11, nov. 2025.
- « **Calcul de la plus-value immobilière : la valeur d'acquisition d'une parcelle ayant fait l'objet d'une division doit se fonder sur sa valeur vénale initiale** », commentaire sur CE, 11 mars 2025, n° 492334, LEDIU n° 4, mai 2025.
- « **La détermination de la résidence principale ne se présume pas** », commentaire sur CE, n° 487770, 19 nov. 2024, Lebon T., LEDIU n° 3, mars 2025.
- « **Requalification d'une vente de parts de SCI à bas prix en donation déguisée avec charge** », commentaire sur CADF, avis, séance n° 2, 26 sept. 2024, aff. 2024-12, LEDIU n° 2, fév. 2025.
- « **Exonération d'ISF au titre des biens professionnels : ne pas confondre activité de marchands de biens et gestion de son patrimoine immobilier** », commentaire sur Cass. com., 6 nov. 2024, n° 23-13.524, F-D, LEDIU n° 1, janv. 2025.
- « **Dispositif d'incitation à l'investissement locatif : peut-on prendre en compte les sous-sols pour déterminer les plafonds de loyers ?** », commentaire sur CE, 17 mai 2024, n° 466767, LEDIU n° 7, sept. 2024.
- « **Conditions de mise en œuvre de l'action paulienne par l'administration fiscale** », commentaire sur Cass. civ., 27 mars 2024, n° 21-17.257, LEDIU n° 4, mai 2024.
- « **Conditions d'application du régime de loueur en meublé professionnel : ne pas confondre recettes brutes et bénéfice net** », commentaire sur Cass. com. 20 déc. 2023, n° 22-17612, LEDIU n° 2, fév. 2024.
- « **Loi de finances pour 2024 : les principales mesures en faveur de l'immobilier** », commentaire sur la loi n° 2023-1322, 29 déc. 2023 de finances pour 2024, LEDIU n° 2, fév. 2024.
- « **L'acquisition d'un terrain par le gérant d'une société à un prix très inférieur à sa valeur vénale constitue un avantage occulte** », note sur CE, 25 oct. 2023, n° 466532, LEDIU n° 1, janv. 2024.
- « **Société civile de construction vente et assujettissement à l'IS** », note sur CE, 13 oct. 2023, n° 446017, SCI Le Châtelet, LEDIU n° 12, déc. 2023.

- **« Calcul d'une plus-value immobilière portant sur un bien initialement inscrit dans le patrimoine privé d'un loueur en meublé »**, note sur CE, 31 mars 2023, n° 467175, LEDIU n° 6, juin 2023.
- **« Conditions d'éligibilité du doublement du plafond du déficit foncier »**, commentaire du décret n° 2023-297 du 21 avril 2023.
- **« Location meublée professionnelle et SCI soumise à l'IS »**, note sur Cass. com., 15 mars 2023, n° 20-20.189, LEDIU n° 5, mai 2023.
- **« La mise à disposition gratuite d'appartements par une société constitue un acte anormal de gestion même si elle est conforme à son objet social »**, note sur CE, 22 juillet 2022, n° 444942, LEDIU n° 9, sept. 2022.
- **« Conditions d'exonération de la plus-value portant sur un terrain constituant une dépendance de la résidence principale »**, note sur CE, 8 avril 2022, n° 447694, LEDIU n° 5, mai 2022.
- **« Marchands de biens : la perte de la prépondérance immobilière d'une société emporte déchéance immédiate du régime de faveur »**, note sur Cass. com. 24 novembre 2021, n° 19-17.281, LEDIU n° 2, février 2022.
- **« Modalités d'imposition à la TVA de l'indemnité issue de l'exercice d'un réméré »**, note sur Conseil d'état 7 oct. 2021, n° 430136, min c/ Sté Victoria ACR, LEDIU n° 1, janvier 2022.
- **« Exonération de la plus-value au titre de la résidence secondaire »**, Conseil d'état, 8ème chambre, 12 octobre 2021, n° 454641, LEDIU n° 1, janvier 2022.
- **« TVA sur la marge : une clarification attendue »**, CJUE, aff. C-299/20, 30 septembre 2021, Icade Promotion, LEDIU n° 11, novembre 2021, p. 1.
- **« Conditions de déductibilité de travaux d'aménagement dans des combles »**, note sur Conseil d'État, 28 septembre 2021, n° 439145, LEDIU n° 11, novembre 2021.
- **« Exonération de la plus-value de cession de la résidence principale : la condition d'occupation peut être brève mais elle doit être effective »**, CAA Lyon 19 août 2021, n° 19LY01666, LEDIU n° 9, septembre 2021.
- **« Les mesures fiscales de la loi Élan »**, L. n° 2018-1021 du 23 novembre 2018, art. 3, 24, 81, 102, 103, 162 et 185, LEDIU n° 2, février 2019.
- **« Date d'opposabilité d'un acte modifiant la valeur de l'actif pour apprécier la prépondérance immobilière d'une société »**, Cass. com., 21 mars 2018, n° 16-25035, D, LEDIU n° 5, mai 2018.
- **« Loueur en meublé professionnel : l'obligation d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés est inconstitutionnelle »**, Cons. Constit. 8 février 2018, n° 2017-689 QPC, LEDIU n° 4, avril 2018.

- **« Exonération de plus-value sur la cession d'un immeuble occupé à titre de résidence principale par l'associé d'une SCI »**, note sur CE, 8ème ch., n° 405887, 28 décembre 2017, LEDIU n° 2, février 2018, p. 3.
- **« Réforme du régime des locations meublées occasionnelles »**, note sur L. fin. rect. n° 2016-1918, 29 déc. 2016 : LEDIU n° 2, février 2017, p. 1.
- **« Régularisation spontanée des déclarations de revenus d'associés d'une société immobilière de construction vente »**, note sur **Conseil d'État, 10ème - 9ème chambres réunies, 04 mai 2016, n° 383135** : LEDIU, n° 4, mai 2016, p. 3.
- **« L'imposition des parts d'une société de droit monégasque propriétaire d'immeubles en France relève de l'État de résidence du de cujus »**, note sur Cass. ass. plén., 2 oct. 2015, n° 14-14.256, P+B+R+I, min. c/ Héritiers Elhadad : L'essentiel du droit de l'immobilier et urbanisme (LEDIU) n° 10, novembre 2015, p. 3.
- **« Taxe locale d'équipement et convention de participation financière »**, note sur CE n° 360600, 26 nov. 2014, Lebon : LEDIU n° 1, janvier 2015, p. 3.
- **« La déclaration de succession ne présume pas de l'exactitude de l'évaluation des biens qui y figurent »**, note sur Cass. 1re civ., 9 juill. 2014, n° 13-1035 : LEDIU n° 9, octobre 2014, p. 4.
- **« Nouvelle réforme du régime des plus-values de cession de terrains à bâtir : quand la carotte remplace le bâton... »**, note sur Instr. BOFiP, RFPI, 10 sept. 2014 et Min. Fin. et Comptes publ., communiqué n° 16, 12 sept. 2014 : LEDIU n° 9, octobre 2014, p. 1.
- **« Abus de droit et donation : ce n'est pas l'intention qui compte... »**, note sur Conseil d'état, 9ème et 10ème ss., 9 avril 2014, 353822 : LEDIU n° 6, juin 2014, p. 3.
- **« Plus-values sur cession de terrains à bâtir : la suppression de l'abattement pour durée de détention censurée par le Conseil constitutionnel »**, note sur Décision 2013-685 DC du 29 décembre 2013 : LEDIU n° 2, février 2014, p. 1.
- **« Régime fiscal du rachat par une SCI de ses parts sociales en vue de leur annulation »**, note sur Cass. com. 22 octobre 2013, n° 12-23737, FS-PB : LEDIU n° 11, décembre 2013, p. 1.
- **« ISF : l'estimation de la valeur d'un compte courant doit tenir compte des actifs immobiliers détenus par la société »**, note sur Cass. com. 09 juillet 2013, n° 12-21836 : LEDIU n° 8, septembre 2013, p. 7.
- **« Déchéance du régime de faveur des acquisitions avec engagement de revente de l'article 1115 du CGI »**, note sur Cass. com., 14 mai 2013, 12-17596 : LEDIU n° 7, juillet 2013, p. 4.

- **« Exonération de la plus-value de cession d'un logement autre que la résidence principale : quelles conditions ? »**, note sur Rép. Min. n° 15592, Cinieri : LEDIU n° 6, juin 2013, p. 6.
- **« Les parts d'une société de location immobilière peuvent-elles constituer des biens professionnels exonérés d'ISF ? »**, note sur Cass. com., req. n° 12-12678, 19 mars 2013, SARL Holiday Homes : LEDIU n° 5, mai 2013, p. 4.
- **« Remise gratuite des constructions édifiées par le preneur en fin de bail »**, note sur CE, 13 fév. 2013, n° 35096, SCI du Chateloy : LEDIU n° 4, avril 2013, p. 4.

## DANS LE DOMAINE DE LA FISCALITE DE L'ENTREPRISE

---

### Ouvrage :

- **La fiscalité racontée au médecin libéral**, en collaboration avec Maurice Cozian et Jean-Claude Choque, éditions Litec, juin 2008, p. 7 à 59 ; p. 67 à 98.

### Contribution à des mélanges :

- **« Libres propos sur la notion de charges somptuaires »**, in *Écrits de droit de l'entreprise, Mélanges en l'honneur de Patrick Serlooten*, Dalloz, nov. 2015, p. 593 à 610.
- **« Le véhicule professionnel »**, in *Écrits de fiscalité des entreprises, Études à la mémoire de Maurice Cozian*, Litec, nov. 2009, p. 391 à 400.

### Articles :

- **« “Quand c'est gratuit, c'est toi le produit”, Un nouvel avis du Comité de la TVA sur les services informatiques fournis en échange de données personnelles »**, commentaire sur le document de travail n° 1118 du Comité de la TVA du 11 nov. 2025 : *Revue TVA, Douane, Environnement, JFA éd.*, 2026, n°1.
- **« Clarification de la doctrine relative à l'exonération des actes de médecine et de chirurgie esthétique »**, commentaire sur BOI-TVA-CHAMP-30-10-20-10, 9 avr. 2025 : *Revue TVA, Douane, Environnement, JFA éd.*, 2025, n°1.
- **« L'exonération de TVA des soins médicaux ne s'étend pas aux sommes perçues en contrepartie de la mise à disposition de locaux au profit d'un remplaçant indépendant »**, commentaire sur CE, 9e et 10e ch., 22 juill. 2025, n° 497331, Min. c/ Sté Imagerie 114 : *Revue TVA, Douane, Environnement, JFA éd.*, 2025, n°1.
- **« Le droit comptable : un droit comme les autres ? »**, *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, 4/2022, p. 393 à 402, 24 mars 2023.

- **« De l'objectivité de la règle de l'intangibilité du bilan d'ouverture du premier exercice non prescrit »**, Dr. fisc. 2017, n° 28, comm. 394.
- **« Contentieux des demandes de remboursement de créances de carry-back : un nouveau pas vers l'harmonisation du contentieux des créances d'origine fiscale »**, Dr. fisc. 2015, n° 12, comm. 226.
- **« Notion d'éléments composant la branche complète d'activité : quand l'indispensable est nécessaire et suffisant »**, Revue des sociétés, fév. 2013, n° 2, p. 117.

#### **Fascicules d'encyclopédies juridiques :**

- **Jurisclasseur Fiscal Impôts directs Traité, « Synthèse »**, Bénéfices industriels et commerciaux – Provisions, octobre 2020.
- **JurisClasseur Fiscal Impôts directs Traité, Fasc. 241**, Bénéfices industriels et commerciaux – Provisions – **« Notion de provision fiscale »**, mai 2008, totalement refondu en septembre 2020, 16 p.
- **JurisClasseur Fiscal Impôts directs Traité, Fasc. 241-10**, Bénéfices industriels et commerciaux – Provisions – **« Conditions de fond et de forme »**, mai 2010, totalement refondu en septembre 2020, 47 p.
- **JurisClasseur Fiscal Impôts directs Traité, Fasc. 241-15**, Bénéfices industriels et commerciaux – Provisions – **« Sort fiscal des provisions »**, septembre 2011, totalement refondu en septembre 2020, 39 p.

#### **DANS LE DOMAINE DES POLITIQUES FISCALES ET DES FINANCES PUBLIQUES**

---

##### **Article :**

- **« Faut-il avoir peur des activités lucratives ? »**, Jurisassociations n° 534, mars 2016, p. 29 et s.
- **« Les mutations du financement public de la culture en France »**, Revue Gestion et Finances Publiques, n° 5/6, mai-juin 2015, p. 10 et s.

##### **Chapitres d'ouvrages :**

- **« Le financement de la politique culturelle »**, in Le financement des politiques publiques, sous la direction de Marc Leroy et Gilbert Orsoni, p. 81 à 98, juin 2014.
- **« La fiscalité de la transmission de l'œuvre d'art »**, in Le financement de la culture, Economica, Coll. Finances publiques, septembre 2007, p. 143 à 158.
- **« Les finances publiques suisses »**, in Les finances publiques européennes, éditions Economica, Coll. Finances publiques, juin 2007, p. 512 à 529.

### Contribution à des mélanges :

- « **Une curiosité du droit douanier : les zones franches de la Haute-Savoie et du pays du Gex** » in Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Luc Albert, Bruylant, 2025, p. 51 à 64.
- « **Les fonds de dotation, un nouvel instrument de financement au service des universités ?** » in Mélanges en l'honneur de Pierre Beltrame, PUAM, 2010, p. 351 à 370.

### Fascicule d'encyclopédie juridique :

- « **Les finances régionales** », Encyclopédie Dalloz, Collectivités locales, avril 2008, 36 p.

### DIFFUSION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET AUTRES CONTRIBUTIONS

- « **La fiscalité du patrimoine pour les non-initiés** », conférences dispensées dans le cadre du programme de formation continue de l'École des avocats du Sud-Est les 23 février et 20 juin 2024.
- « **Libres propos sur l'enseignement du droit en période post-Covid...** », Billet Edgard Allix, n° 9, juin 2022.
- **Préface** de l'ouvrage **La diffusion numérique des données en SHS - Guide de bonnes pratiques éthiques et juridiques**, sous la direction de Véronique Ginouvès et Isabelle Gras (Presses universitaires de Provence), pp. 9 à 16, 2018, Collection Digitales, 9791032001790 ([hal-01916809](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01916809))
- « **Vers une archive ouverte pour Aix-Marseille Université. Une démarche en faveur de l'Open Access : Conclusions du groupe de travail sur le référencement des articles scientifiques produits par AMU** », en collaboration avec Marin Dacos, Marlène Delhaye et Michaël Hug, Aix Marseille Université, 2014, ([hal-01226882](https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01226882)).
- « **20 ans de questionnements et de réflexion sur la fiscalité de l'entreprise** », Dr. fisc. 2015, n° 23, comm. 384.
- « **Dans les coulisses du Trophée du meilleur jeune fiscaliste** », Dr. fisc. 2015, n° 23, étude 346.
- « **Guide pratique de fiscalité à usage du médecin libéral dermatologue** », Expanscience, SNDV, 2011.
- « **La gestion fiscale du cabinet médical** », cycle de conférences réalisé en collaboration avec le Syndicat des Médecins Libéraux depuis 2008.

## II – COLLOQUES ET MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

### ORGANISATION DE COLLOQUES ET MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

- **Organisation d'un colloque sur *Le parlement et l'impôt***, qui se déroulera à la Faculté de Droit d'Aix-Marseille Université les 30 et 31 mai 2024 sous l'égide du Centre d'études fiscales et financières en collaboration avec l'Université Paris I dans le cadre du réseau Allix.
- **Organisation d'un colloque sur *La fiscalité immobilière : enjeux, mutations et perspectives*** le 21 octobre 2022 sous l'égide du Centre d'études fiscales et financières en collaboration avec le Grediauc.
- **Membre du comité scientifique des journées nationales de la science ouverte** les 18-19 novembre 2019, Paris, Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.
- **Organisation d'un colloque sur *La fiscalité de l'économie sociale et solidaire*** à la Faculté de Droit d'Aix-Marseille Université le 6 novembre 2015 sous l'égide du Centre d'études fiscales et financières (CEFF).
- **Organisation d'un colloque sur *Les nouveaux enjeux de la territorialité fiscale*** les 5 et 6 décembre 2014 à la Faculté de Droit d'Aix-Marseille Université sous l'égide du CEFF, en collaboration avec le CERFF de Toulouse I Capitole.
- **Co-organisation d'une table ronde transdisciplinaire sur *Mondialisation et Fiscalité*** le 17 avril 2014 sous l'égide du CEFF en collaboration avec l'Institut de Droit des Affaires et du Centre de Recherche Administrative.
- **Participation à l'organisation des colloques du CEFF**, notamment ***Le contentieux fiscal***, les 15 et 16 novembre 2013 ; ***La bonne gouvernance fiscale***, les 27 et 28 mai 2011 ; ***Le financement de la culture***, les 22 et 23 sept. 2006 ; ***Les organismes agréés, CGA, associations agréées : quel avenir ?*** les 25 et 26 janvier 2000.

### INTERVENTIONS LORS DE COLLOQUES ET MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

- **« Le juge douanier : un juge fiscal ? »**, intervention au colloque organisé par l'Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne et le CEFF dans le cadre du réseau Alix les 12 et 13 mars 2026 à Paris.
- **« Fiscalité immobilière : TVA et droits d'enregistrements »**, conférence dispensée dans le cadre du cycle de conférences 2026 Les rencontres du notariat, à l'Université Pasquale Paoli de Corte, le 27 février 2026.

- **« Pratiques et expériences de collaboration entre l'administration fiscale et douanière en matière de contrôle »**, intervention au colloque organisé par l'Université des douanes de Shanghai et l'Institut des sciences fiscales le 22 juill. 2025 à Xi'an.
- **« L'économie numérique transfrontalière, aspects fiscaux et douaniers »**, intervention au colloque franco-chinois sur le droit fiscal et le droit douanier organisé à l'Université des douanes de Shanghai, le 23 octobre 2024 à Shanghai.
- **« Le Parlement et l'impôt »**, propos d'accueil lors du colloque organisé à la Faculté de droit et de science politique les 30 et 31 mai 2024 par le CEFF et l'Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne dans le cadre du réseau Allix.
- **« Que reste-t-il du secret bancaire en matière fiscale ? »**, intervention au colloque « Les influences réciproques entre impôt et finances » organisé le 17 novembre 2022 à la Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes université par l'Institut de recherche en droit privé.
- **« L'évaluation en matière immobilière »**, intervention au colloque organisé à Aix-Marseille Université par le Centre d'études fiscales et financières (CEFF) le 21 octobre 2022, sur « La fiscalité immobilière : mutations, enjeux et perspectives ».
- **« La mobilisation redoutée de l'épargne privée »**, intervention au colloque organisé à Aix-Marseille Université par le Centre d'études fiscales et financières le 12 février 2021, intitulé « Quoi qu'il en coûte ».
- **« Cohésion européenne et développement des territoires dans un contexte post-brexit »**, intervention lors du séminaire international du projet H2020 Re.Cri.Re - Between the Representation of the Crisis and the Crisis of Representation, octobre 2017, Aix-en-Provence.
- **« Comment les universités s'emparent des objectifs du développement durable »**, Première école d'été du développement durable, Aix-Marseille Université & IRD, Marseille, juillet 2016.
- **« Fiscalité et croissance ? »**, intervention au colloque organisé à Marseille par l'Institut de Droit des Affaires le 15 juillet 2015 sur « Quel droit des affaires pour redresser l'économie ? »
- **« Le double visage du financement de la culture »**, intervention au colloque organisé à l'université de Reims les 25 et 26 sept. 2015 sur Le financement des politiques publiques.
- **« Faut-il avoir peur des activités lucratives ? »**, intervention au colloque organisé sous ma direction à Aix le 6 novembre 2015 sur « La fiscalité de l'économie sociale et solidaire ».

- **« Le régime fiscal du mécénat et du parrainage en droit français »**, intervention au colloque international sur Le droit des Fondations organisé à la Faculté de droit de Brno en République Tchèque le 6 octobre 2014.
- **« Vers l'émergence de territoires fiscaux supranationaux »**, intervention au colloque international organisé sous ma direction à Aix-Marseille Université les 5 et 6 décembre 2014 sur La territorialité fiscale.
- **« L'évolution des garanties du contribuable dans le contentieux du recouvrement »**, intervention au colloque organisé à Aix les 15 et 16 nov. 2013 sur Le contentieux fiscal.
- **« La réforme de l'Administration fiscale française : de la stratégie nationale de révision générale des politiques publiques à l'avènement d'une réforme sectorielle réussie »**, intervention au colloque organisé par l'Institut International de Science administrative organisé à Yaoundé du 27 au 29 novembre 2013.
- **« La réforme des universités françaises à l'épreuve de la pratique : l'exemple des Facultés de Droit »**, contribution au colloque international organisé par l'Institut International de Science administrative avec le concours de l'ETF du 25 au 27 septembre 2012 en Jordanie.
- **« Les difficultés liées à la globalisation d'une démarche qualité dans l'administration publique »**, intervention au colloque organisé par l'Université de Skikda en Algérie les 10 et 11 novembre 2012, avec le soutien de l'Institut Français d'Algérie et le réseau Téthys, publié aux éditions L'Harmattan.
- **« L'archaïsme des procédures de recouvrement »**, intervention au colloque organisé à Aix par le CEFF les 27 et 28 mai 2011 sur La bonne gouvernance fiscale.
- **« La difficile évaluation des dispositifs d'incitation fiscale en matière d'investissement locatif »**, intervention au colloque des 30 et 31 octobre 2009 sur Les incitations publiques en matière d'investissement, organisé à la Faculté de droit de Sousse en Tunisie.
- **« Contrôle fiscal : orientations actuelles et nouveautés »** rapport de synthèse effectué à l'occasion du colloque organisé par l'IACF le 11 décembre 2008 à Marseille.
- **« Typologie de la fraude fiscale en matière de TVA »**, intervention au colloque des 7 et 8 mars 2008 sur L'impôt sur la dépense : quel devenir ? organisé à la Faculté de Droit et des Sciences Économiques et Politiques de l'Université de Sousse en Tunisie.
- **« La fiscalité de la transmission de l'œuvre d'art »**, intervention au colloque organisé à Aix par le CEFF les 22 et 23 septembre 2006 sur Le financement de la culture.